

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 19 mars 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**49 2014.RRGR.904 Postulat 177-2014 Müller (Berne, PLR)
A quoi pourrait ressembler le canton de Berne?**

N° de l'intervention: 177-2014
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 03.09.2014
Déposée par: Müller (Berne, PLR) (porte-parole)
 Grivel (Biel/Bienne, PLR)
Cosignataires: 10
N° d'ACE: 139/2015 du 11 février 2015
Direction: JCE

A quoi pourrait ressembler le canton de Berne?

Le Conseil-exécutif est chargé de montrer à quoi pourrait ressembler le canton de Berne si sa subdivision répondait à des critères et aux besoins actuels de l'économie et de l'aménagement du territoire et comptait moins de 50 communes.

Développement :

Le canton de Berne a des problèmes économiques et structurels. Sa puissance économique est inférieure à la moyenne nationale (80%), tandis que sa charge fiscale lui est supérieure (120%). La situation financière est extrêmement tendue, et aucune amélioration ne se profile à l'horizon. Au contraire : le nouvel endettement réduit encore la marge de manœuvre du canton.

Le canton compte cependant pas moins de 360 communes municipales, des structures très locales et compliquées. Logiquement, les frontières communales sont héritées de l'Histoire et bien souvent, elles ne rendent plus compte de la réalité. Elles constituent même plutôt un obstacle au développement (p. ex. aménagement du territoire, projets de construction). De plus en plus de communes ne sont plus capables de remplir elles-mêmes certaines tâches publiques et ont aussi du mal à pourvoir leurs charges politiques. On le voit bien avec les conférences régionales, instituées dans l'intervalle.

Il manque dans les petites fusions effectuées jusqu'à présent une vision globale. Elles sont chronophages et les progrès sont maigres. Dans les fusions de communes, ils y a souvent des gagnants et des perdants, d'où leur échec partiel. C'est pourquoi il faut changer d'approche. La question à se poser est la suivante : comment subdiviserait-on ce canton aujourd'hui ?

Le Conseil-exécutif doit donc montrer comment subdiviser le canton en fonction des réalités et des besoins sociaux, économiques et territoriaux actuels, ce qui augmenterait nettement les possibilités d'intervention dans l'aménagement du territoire et les transports. Les communes récupérerait des compétences et seraient clairement renforcées. Elles auraient un poids politique complètement différent et leur autonomie serait consolidée. Les structures telles que les conférences régionales pourraient devenir superflues. Les régions seraient plus équilibrées car leur nouvelle force leur permettrait de devoir céder moins de tâches au canton.

Il y a deux ans, les électeurs et électrices du canton de Berne ont adopté le projet d'« Optimisation de l'encouragement des fusions de communes », confirmant qu'il faut se diriger vers une simplification des structures. Il serait intéressant d'avoir sous les yeux la représentation d'un canton plus fort, plus équilibré et plus sûr de lui. Un scénario possible.

Réponse du Conseil-exécutif

De tous les cantons suisses, celui de Berne, qui compte 356 communes politiques (état : janvier 2015), reste le plus largement fractionné en très petites structures. Aux communes municipales

et mixtes s'ajoutent quelque 800 autres collectivités qui assument des tâches de droit public. De par sa diversité tant géographique que topographique et son bilinguisme, ce canton présente d'autres particularités fondamentales.

Le Conseil-exécutif approuve le développement du postulat dans la mesure où il admet que dans de nombreux cas, les limites actuelles des communes, héritées du passé, ne reflètent plus la réalité. Il en résulte une multitude de formes de collaboration intercommunale nécessaires à l'accomplissement de tâches publiques. L'encouragement des fusions mis en place depuis une dizaine d'années par le canton a permis, jusqu'en 2015, de procéder à 30 fusions avec 70 communes concernées.

Dans ce contexte, la demande d'élaboration d'un scénario tel que celui que prévoit le postulat ne manque pas d'intérêt. Un tel modèle nécessite pourtant une analyse détaillée de la situation actuelle et un travail de fond qui doit être mené avec soin, de manière interdisciplinaire. Il devrait par ailleurs intégrer les stratégies et les réformes cantonales actuelles, telles que la stratégie économique 2025, le plan directeur 2030 ainsi que les conditions générales prévues à l'échelon national.

La création de ce que l'on nomme des «espaces fonctionnels» pourrait être un but à atteindre. Il s'agirait, partiellement tout au moins, d'esquisser la future répartition des tâches entre le canton et les communes en intégrant les groupements d'intérêts des communes à la réflexion. A cela s'ajoutent des sujets, énumérés ici de façon non exhaustive, tels que la structure administrative et la structure des cercles électoraux, les préfectures, les conférences régionales, les compétences communales en matière d'aménagement et d'octroi d'autorisations mais aussi les flux intercantonaux concernant les finances et la compensation des charges.

Il existe à cet égard un certain recoupement avec les questions que traite le «Groupe de contact Développement», créé suite à la procédure de consultation de la loi sur les constructions afin de débattre des compétences des communes ou du canton en matière d'aménagement du territoire. Les résultats obtenus au sein de ce groupe peuvent servir de base à d'autres travaux et livrer des informations utiles pour le scénario demandé, même si celui-ci met l'accent sur un autre point.

De l'avis du Conseil-exécutif, enfin, le scénario demandé, qui prévoit une réduction massive du nombre de communes politiques, devrait présenter tout le spectre des modèles d'application envisageables.

La préparation d'un tel scénario, qui doit être conçu comme une véritable base de discussion, exige un important investissement en termes de coûts et de volume de travail, que les ressources humaines et financières actuelles ne permettent pas d'assumer. Vu la complexité du projet, le recours à des spécialistes externes s'imposera¹. Le service compétent, pour pouvoir mettre en œuvre le postulat, aura besoin de moyens financiers supplémentaires qui devront être ajoutés au budget 2016 et au plan intégré «mission-financement» 2017 à 2019.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 49, postulat de M. Müller PLR, A quoi pourrait ressembler le canton de Berne? Le Conseil-exécutif accepte ce postulat. Est-ce que ce postulat est contesté? Oui, ce postulat est contesté, M. Müller, vous avez la parole, et je prie les groupes de s'annoncer. C'est à vous.

Philippe Müller, Berne (PLR). «Fürs Denken kann man keinen henken» – so lautet ein alter Spruch aus dem Strafrecht. Worum geht es? Es geht um ein Postulat, um einmal eine konkrete Diskussionsgrundlage zu haben. Wie würden die Gemeindegrenzen heute – nach heutigen

¹ Les mêmes arguments ont été avancés en 2012, lors du traitement de la motion Bhend dont l'objectif était le même (M 169/2012 «Bases de décision pour une structure cantonale optimale»).

wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und raumplanerischen Bedürfnissen – gezogen, wenn man frei wäre, dies zu tun? Es geht darum, sich einmal Gedanken darüber zu machen, wie der Kanton Bern aussehen könnte, wenn er nicht in gut 350 Gemeinden aufgeteilt wäre. Heute würde man den Kanton Bern nie und nimmer in 350 Gemeinden aufteilen, sondern in grössere, aber weniger Gemeinden. Es wären Gemeinden mit mehr Gewicht, die nicht verschiedene Aufgaben abgeben müssten, weil sie diese nicht mehr selber bewältigen können. Es wären selbstbewusste Gemeinden. Man kann nicht Klein- und Kleinst-Gemeinden wollen, während man sich gleichzeitig darüber beklagt, dass andauernd Aufgaben nach Bern verschoben werden. Gleichzeitig wird mit den Regionalkonferenzen eine Organisationsstufe dazwischengeschaltet. Diese weist – vorsichtig ausgedrückt – sicher nicht die gleiche demokratische Legitimation und vor allem nicht die gleiche demokratische Abstützung auf wie die gewählten Organe von Gemeinden und Kanton. Hätten die Gemeinden mehr Gewicht, könnten sie mindestens einen Teil dieser Aufgaben wieder übernehmen. Mit einer Gesamtschau würden die heutigen Ortschaften nicht abschafft. Wer heute durch den Kanton Glarus fährt, sieht Ortschaften wie Linthal, Schwanden oder Näfels. Diese sind immer noch genau gleich vorhanden, aber im Rahmen von grösseren Gemeinden. Die Ortstafeln sind jedoch nach wie vor unverändert. Enge Gemeindegrenzen stellen zum Teil wirklich ein Entwicklungshindernis dar. Ein Beispiel: Für ein grösseres industrielles Ansiedlungsprojekt stehen die Chancen natürlich wesentlich besser, wenn man eine grössere zusammenhängende Industriezone hat anstatt vier oder fünf kleinere, die auf mehrere Standorte verteilt sind. Drei Traktanden zuvor haben wir lange über die Raumplanung und über die Einzonungen gesprochen. Ich erinnere an die Worte von Fritz Ruchti, der gesagt hat, dass wir nicht mehr in unseren engen Gemeindegrenzen weitermachen können. Ich kann Ihnen sagen, dass ich weiss, wovon ich spreche! Bei einem Industrieprojekt in Lengnau, bei dem es anfänglich um 300 Arbeitsplätze auf einen Schlag geht, sprechen wir nicht über eine Fläche von 10 000 oder 20 000 m², sondern von 130 000 m² an einem Stück.

Eines ist dieser Vorstoss allerdings nicht: Er ist keine Fusionsvorlage. Klein-Fusionen beruhen nicht auf einer Gesamtschau. Oft führen sie sowohl zu Gewinnern als auch zu Verlierern. Dies will der Vorstoss nicht. Überdies bin ich gegen Zwang in diesem Bereich. Gefragt ist also ein anderer Ansatz. Vielleicht verlaufen die Gemeindegrenzen dann nicht mehr den heutigen Grenzen entlang, sondern mitten durch heutige Gemeinden hindurch. Diesbezüglich soll die Regierung einen möglichen Vorschlag bzw. eine Diskussionsgrundlage unterbreiten. Ich kann mir fast nicht vorstellen, dass man nicht einmal darüber diskutieren möchte. «Fürs Denken kann man keinen henken». Danke für Ihre Unterstützung.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die Postulanten verlangen von der Regierung, in einem Bericht aufzuzeigen, wie der Kanton Bern nach heutigen raumplanerischen und wirtschaftlichen Kriterien und Bedürfnissen in weniger als 50 Gemeinden gegliedert sein könnte. Ich nehme es vorweg: Die SVP-Fraktion hält das aufwendige Erarbeiten eines solchen Berichts, der letztlich nichts anderes als eine hypothetisch-theoretische Abhandlung wäre, für absolut überflüssig. Was ein entsprechender Bericht schlussendlich bringen soll, bleibt total im Verborgenen. Dies auch nach den Ausführungen des Postulanten. Würden wir in einigen Jahren einen Bericht vorgelegt erhalten, stellte sich für uns die Frage «Und was jetzt?». Der Vorstoss suggeriert, dass ein Kanton Bern mit weniger als 50 Gemeinden zu einem wirtschaftsstärkeren Kanton mit tieferen Steuern würde. Aus unserer Sicht ist es ein Irrtum zu meinen, Zentralisierungen führten automatisch zu Verbesserungen und seien günstiger. Wie die Vergangenheit gezeigt hat, ist das Gegenteil der Fall. Zentralisierungen führen nicht nur zu mehr Anonymität, sondern die damit verbundene so genannte Professionalisierung macht den Staatsapparat auch teurer wie zum Beispiel die vor einigen Jahren umgesetzte Bezirksreform.

Nun zu den durch diesen Vorstoss angestrebten Gemeindefusionen: Wir haben bekanntlich ein Gemeindefusionsgesetz. Zudem gibt es Gemeinden, die fusionieren. Während den vergangenen sechs Jahren ist die Anzahl Gemeinden im Kanton Bern um 42 Gemeinden – also um immerhin über 10 Prozent – zurückgegangen. Unzählige Fusionsverhandlungen sind im Gang. Das Gesetz greift also. Fusionen sind für uns nicht grundsätzlich des Teufels; sie brauchen aber eine gewisse Zeit. Die Überzeugung, diesen Schritt zu tun, muss bei den Gemeindebürgerinnen und -bürgern bleiben. Entscheidend ist nicht, was in einem etliche Seiten langen Bericht steht. Entscheidend ist, was in den Köpfen der Gemeindebürger vorgeht. Gemeindefusionen sind das Ergebnis eines grunddemokratischen Prozesses. Wozu ein Bericht über einen hypothetischen Kanton Bern mit weniger als 50 Gemeinden beitragen soll, ist absolut schleierhaft. Die Annahme dieses Postulats

bringt nichts bis auf zwei Dinge: erstens einen enormen Aufwand und zweitens horrenden Kosten. Der Regierung zufolge bedürfte es sogar zusätzlicher Posten im Budget 2016 sowie im Aufgaben- und Finanzplan 2017–2019. Ich habe beim Regierungsrat nachgefragt, was dies frankenmässig bedeuten würde. Die Antwort lautete: 500 000 bis 1 Mio. Franken. Nehmen Sie dieses Postulat an, sagen Sie nicht nur «Ja» zu unnötiger Bürokratie, sondern auch zu einem möglicherweise sehr dicken «Papiertiger», der bis zu 1 Mio. Franken kosten dürfte. Dieses Geld würde anderswo fehlen. Deshalb möchte ich Sie fragen: Wollen Sie dies wirklich? Die SVP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss einstimmig ab. Ich bitte Sie, auf diesen Auftrag an die Regierung zur Ausarbeitung eines «Papiertigers» zu verzichten, indem Sie das Postulat ebenfalls ablehnen.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Es wird die Frage aufgeworfen, wie der Kanton Bern nach heutigen raumplanerischen und wirtschaftlichen Kriterien und Bedürfnissen in weniger als 50 Gemeinden gegliedert aussehen könnte. Dies zu prüfen, wäre sicher eine Generalstabsübung. Es ist eine Tatsache, dass der Kanton Bern mit seinen 356 politischen Gemeinden schweizweit am kleinräumigsten strukturiert ist. Die Gemeindegrenzen entsprechen vielfach nicht mehr den heutigen Lebenssituationen. Die Mobilität, das Angebot der Arbeitsplätze, die Bildungsmöglichkeiten, das Einkaufsangebot sowie die Freizeitangebote haben sich verändert. Die bestehenden Fusionsförderungen haben während der letzten Jahre zu Fusionen von rund 70 Gemeinden geführt. Auch die BDP ist immer noch mit einer Reduktion der Anzahl Gemeinden einverstanden, zumal dies auch wünschenswert ist. Allerdings sind wir sehr skeptisch, ob die «Holzhammer-Methode», mit der die heutigen 356 zu 50 Gemeinden gemacht werden sollen, Erfolg haben kann. Eine solche Überprüfung darf nicht zu einer Denkwerkstatt mit sehr hohen Kostenfolgen ausarten. Ohne Zustimmung der Stimmberechtigten der einzelnen Gemeinden läuft bekanntlich nichts. Die meisten der kleinen Gemeinden lösen ihre Aufgaben schon heute nicht mehr in allen Bereichen eigenständig. Es bestehen verschiedenste Varianten von Zusammenarbeitsformen, die sich bestens bewähren. Oftmals fallen die Kosteneinsparungen infolge Fusionen bescheiden aus. Wichtig sind optimale Zusammenarbeitsformen. So steht das Thema der funktionalen Räume sicher nach wie vor im Vordergrund.

Nebst positiven Fusionsentscheiden ist es aber in letzter Zeit auch immer wieder zu negativen Entscheiden gekommen. Die Stimmbürger der Gemeinden haben das letzte Wort. Deshalb müssen die Fusionsverhandlungen immer noch mit dem nötigen Fingerspitzengefühl angegangen werden. Sollte dieses Postulat umgesetzt werden, ist eine sehr umfassende Abklärung erforderlich. So müssten verschiedene Umsetzungsvarianten mit den Auswirkungen auf Kanton und Gemeinden aufgezeigt werden. Die erforderlichen Abklärungen sind mit grossen zeitlichen Aufwendungen verbunden. Wie der Antwort der Regierung entnommen werden kann, fehlen die entsprechenden finanziellen und personellen Ressourcen. Für die Aufarbeitung muss ein externer Auftrag erteilt werden, welcher mehrere 10 000 Franken kosten würde. Über einen dafür notwendigen Kredit ist in der Antwort der Regierung keine Angabe enthalten. Wir haben aber eben von Lars Guggisberg eine Grössenordnung gehört. Zurzeit befinden sich jedoch auf anderen Schienen verschiedene Abklärungen in Bearbeitung. Wir möchten auf keinen Fall, dass es zu Überschneidungen kommt. Wird dem Postulat zugestimmt, muss die Bereitschaft vorhanden sein, beim Voranschlag 2016 sowie beim nächsten Aufgaben- und Finanzplan zusätzliche Kredite einzustellen. Angesichts der vorerwähnten Gründe ist die BDP-Fraktion zum heutigen Zeitpunkt nicht bereit, zusätzliche Mittel für die entsprechenden Abklärungen zu sprechen. Deshalb lehnt sie das Postulat grossmehrheitlich ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Kollege Müller, besten Dank für diesen Vorstoss! Er ist so gut, dass er auch von uns sein könnte! So unterstützen wir diese Idee ausdrücklich und zwar aus verschiedenen Gründen. Losgelöst von Sachzwängen über eine Neukonstruktion des Kantons Bern nachzudenken, macht Sinn. Dies gerade in der heutigen Zeit und gerade auch vor dem Hintergrund der gehabten Sparmassnahmen und den Diskussionen um den Finanzausgleich mit den anderen Kantonen. Insofern handelt es sich ebenfalls um ein sehr starkes Zeichen an die anderen Kantone, dahingehend, dass der Kanton Bern seine Hausaufgaben machen will und etwas unternimmt. Wir haben bei den Diskussionen rund um die Aufgaben- und Strukturüberprüfung (ASP) festgestellt, dass der Kanton Bern kein Ausgaben-, sondern ein Einnahmenproblem hat. Diesem Einnahmenproblem liegt vor allem die strukturelle Situation zugrunde. Also, verbessern wir die Strukturen! In der letzten vorberatenden Kommission zu diesem Thema haben wir Erfahrungen des Kantons Tessin angeschaut bzw. gehört, dass die Talschaften im Kanton Tessin, wo sehr viele Fusionen stattgefunden haben, massiv an Autonomie und Handlungsspielraum zurückgewonnen

haben. Diese Talschaften stehen heute stärker da als vorher. Es geht noch um keinen Entscheid und es ist auch überhaupt nichts beschlossen: Es geht darum, einmal ein bisschen denken zu dürfen. Dabei handelt es sich um eine spannende und fruchtbare Auseinandersetzung in Bezug auf die Zukunft des Kantons Bern. Wir wollen einen neuen, starken Kanton Bern. Der Kanton Bern braucht neue Ideen und keine «Pflästerli»-Politik. Heute sind wir eben nur am Pflastern. Seien wir doch stolze Berner und lassen unseren Gedanken freien Lauf. Packen wir die Chance, Bern neu zu erfinden! Deshalb bitte ich Sie – auch im Namen der grünen Fraktion –, dem Postulat zuzustimmen. Wir werden es einstimmig tun.

La présidente. Puisque vous êtes aussi calmes, j'aimerais féliciter M. Ueli Studer qui a aujourd'hui son anniversaire. Cher Ueli, tout de bon, félicitations (*applaudissements*). M. Köpfli, c'est à vous.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Ich nehme es vorweg: Die Grünliberalen unterstützen dieses Postulat und zwar deshalb, weil es in diesem bzw. auch gemäss den Ausführungen des Postulanten nicht darum geht, Fusionen in die Wege zu leiten. Es geht schon gar nicht darum, einen Fusionszwang in ein Gesetz zu schreiben. Es geht um eine Auslegeordnung und eine sinnvolle Diskussionsbasis, zumal offensichtlich ist, dass der Kanton Bern vor strukturellen Problemen und wirtschaftlichen Herausforderungen steht. Diese anzugehen, ist notwendig. Die kleinräumigen Gemeindestrukturen, welche oftmals nicht mehr den Lebensrealitäten entsprechen, können eine mögliche Erklärung sein für diese Strukturschwäche. Sicher ist dies nicht die einzige Erklärung. Dennoch spricht nichts dagegen, das genauer anzuschauen. Weshalb Handlungsbedarf besteht – wie dies vom Sprecher der SVP gefragt worden ist – zeigt sich aktuell im Rahmen der Debatte über den Nationalen Finanzausgleich (NFA), welche in dieser Session ein paar hundert Meter entfernt im Bundeshaus geführt wird. Zwar hat der Ständerat den Entscheid vorgestern wieder gekippt. Doch zuerst hatte der Nationalrat beschlossen, die Schraube beim NFA anzuziehen, sodass den Empfängerkantonen weniger Geld bezahlt wird. Ich weiss nicht, ob wir uns in Zukunft auf eine unbegrenzte Solidarität der Nettozahler des Finanzausgleichs verlassen können. Diese Solidarität ist gewiss unsicherer als auch schon. Hinzu kommt, dass wir selbstbewusster sein sollten, indem wir unsere Strukturen selber zu verbessern versuchen. Für uns ist aber auch klar, dass die Gemeindefusionen kein Selbstzweck sein dürfen. Solange auch eine sehr kleine Gemeinde organisatorisch und finanziell gut über die Runden kommt und gut funktioniert, besteht kein Grund, Zwang auszuüben. Klar ist auch, dass viele Beispiele aufzeigen, dass die Zusammenarbeit auch ohne eine politische Fusion gestärkt werden kann und so funktionale Räume geschaffen werden, ohne dass Gemeinden fusionieren. Aber – und dies ist sehr wichtig – eine solche Eigenständigkeit geht auch mit Verantwortung einher. Heute haben wir beispielsweise rund 20 Gemeinden, die mehr Geld aus dem innerkantonalen Finanzausgleich erhalten als ihre Steuerzahler selber bezahlen. Dort ist der Punkt erreicht, wo die Eigenständigkeit nicht mehr an die entsprechende Verantwortung gekoppelt ist. Dort ist es richtig, von Seiten des Kantons neue Wege zu suchen. Aus unserer Sicht besteht zweifellos Handlungsbedarf. Dieses Postulat kann eine dafür nötige Diskussionsgrundlage schaffen. Zudem ist es durchaus möglich, dass der Bericht aufzeigen wird, dass es absolut unrealistisch und verfehlt wäre, im Kanton Bern nur noch 50 Gemeinden zu haben. Vielleicht wird der Bericht aufzeigen, dass in vielen Fällen die Schaffung funktionaler Räume und einer gemeindeübergreifenden Zusammenarbeit viel sinnvoller ist als die Schaffung neuer Gemeinden. Um dies wirklich vertieft diskutieren zu können, bedarf es einer solchen Auslegeordnung. Zu den Kosten ist vielleicht Folgendes zu sagen: Der Regierungsrat hat uns tatsächlich etwas abgeschreckt, indem er in seiner Antwort über die ganz grossen Aufwände geschrieben hat. Er hat aber auch geschrieben, dass er das Ganze im Budget und im Finanzplan aufnehmen will. Sollte man das Gefühl haben, dass es gar nicht geht, kann man dort immer noch die Notbremse ziehen. Wir haben vor allem den Eindruck, dass es – angesichts noch anderer laufender Projekte – Synergien zu nutzen gilt, sodass am Schluss nicht Kosten in Millionenhöhe verursacht werden. Um nochmals auf den Anfang zurückzukommen: Wenn National- und Ständerat die Schrauben beim NFA tatsächlich anziehen, entgeht uns sehr schnell viel mehr Geld als man allenfalls durch diesen Bericht aufwendet. Zudem können wir uns damit nachhaltig wirtschaftlich stärken. In diesem Sinn unterstützen wir das Postulat geschlossen.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). «Panta rhei» – alles ist im Fluss – hat Christoph Neuhaus gestern gesagt. Das trifft auf die Wirtschaft, die Gesellschaft, aber auch auf die politischen Strukturen zu. Funktionale Räume sind in ihren neueren Grenzen Realitäten. In ihren historischen

Grenzen sind auch politische Gebilde Realität. Allerdings liegen diese Bereiche vielfach nicht mehr kongruent übereinander. Dazwischen – quasi im Sandwich – befinden sich die Gemeinden, die sich vielen Herausforderungen stellen, vielschichtig zusammenarbeiten und eine erfolgreiche Zusammenarbeit betreiben, zumal vieles – auch in der interkommunalen Zusammenarbeit (IKZ) – sehr gut funktioniert. Manchmal stösst diese Zusammenarbeit auch an Grenzen. Sie stösst an Grenzen bei der Besetzung von Behörden, bei der Verwaltung und bei den Finanzen, wo es zwischendurch zu Beschränkungen kommt. Deshalb kommt manchmal der Gedanke an eine Fusion auf. Bei den Fusionen gibt es zwei Spannungsfelder. So verlaufen kleine Fusionen meistens erfolgreich, weil sie von unten nach oben entstehen. Grössere Fusionen strategischer Art wären vielleicht geschickter; sie funktionieren aber nicht, weil sie von oben kommen. Dort sind wir also relativ weit voneinander entfernt. Deshalb wurde ein Prozess in Gang gesetzt. Dieser läuft bereits, eben im Sinne von «panta rhei».

Ich möchte nur drei Elemente hervorheben. Beim einen handelt es sich um die Planungserklärung dieses Parlaments zu den Regierungsrichtlinien, dahingehend, was in Zukunft mit der Strategie für Agglomerationen und Regionale Zusammenarbeit (SARZ) geschieht. Seitens der JGK wurde uns angekündigt, dass sie sich nach den ersten Jahren nach SARZ ohnehin auch Gedanken machen will. Darüber hinaus gibt es das Kontaktgremium Entwicklung, welches auch in diese Richtung denkt. Insofern ist bereits vieles am Laufen, sodass sehr viele Bausteine vorliegen werden. Vielleicht ist dieses Postulat auch als politisches Signal zu verstehen – so jedenfalls die Meinung der FDP –, in Abhängigkeit der Ergebnisse besagter Bausteine in die Richtung dieses Vorstosses weiterzudenken. Das Zusammenfügen der bereits vorhandenen Bausteine reduziert auch den Aufwand, sodass man nicht bei null starten muss. Wir sind uns jedoch im Klaren darüber, dass dieses Denken auf Mittel- oder sogar auf Langfristigkeit zielt. Durch 50 Gemeinden würde das Gesamtsystem im Kanton Bern infrage gestellt. Dies ist auch gewollt. Dennoch muss man sich darüber im Klaren sein, dass dies Auswirkungen auf das Gesetz über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG) und die dezentrale Verwaltung haben kann und allenfalls ebenso auf die Organisation der SARZ. Die Bausteine, die ohnehin erarbeitet werden, zusammenfügen und je nach Ergebnis der Bausteine in die eine oder andere Richtung denken – dies soll die Regierung mit diesem Postulat tun. Wir beantragen Ihnen dessen Annahme.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Dieser Vorstoss liegt ganz offensichtlich auf der gemeinsamen Linie von FDP und SP. Diese Linie konnte man während der letzten drei bis vier Legislaturperioden immer wieder sehen. Dabei ging es jeweils darum, dass der Kanton Bern erstens schlanke Strukturen hat, zweitens leistungsfähige Gemeinden, die ihre Dienstleistungen schlank, aber qualitativ hochstehend erbringen können, und drittens – aus raumplanerischen Perspektive – dass die Gemeinden qualitative Entwicklungsmöglichkeiten haben, wobei es um die Schaffung von Arbeitsplätzen oder zumindest um deren Erhalt sowie um Schaffung von Wohnraum geht. Im Zusammenhang mit dieser Linie erinnere ich an Vorstösse, die zum Ziel hatten, Anreize für Gemeindezusammenschlüsse zu schaffen. Es waren dies zum Beispiel Vorstösse aus der Feder der alt Grossräte Stalder, Flück, Bernasconi, Antener, Bhend und von meiner Wenigkeit. Ich erinnere auch an die letzte FILAG-Diskussion und den Versuch, ein Steuerungsinstrument im Sinne von Anreizen einzubauen. Auch der Vorstoss Müller passt hervorragend in diese Linie. Es bedarf weiterer Anreize, damit die Diskussion dahingehend weiterlaufen oder in vielen Gemeinden angestossen werden kann, wie man leistungsfähiger wird und die qualitative Entwicklung möglich macht. Es braucht weitere Diskussionsgrundlagen. Das Gemeindefusionsgesetz, welches aus verschiedenen Kreisen als Allheilmittel dargestellt wurde, lässt sich – weniger schön ausgedrückt – als zahnloser Papiertiger bezeichnen. Jedenfalls hat es nicht gebracht, was sich viele in diesem Saal oder viele, die einmal hier waren, davon erhofft hatten.

Man stellt ebenfalls fest, dass das FILAG nicht die Steuerung bringt, die sich auch viele von Ihnen gewünscht haben. Weiter stellt man fest, dass in vielen Gemeinden zwar auf strategischer Ebene Diskussionen geführt werden, aber vielerorts nicht mit dem nötigen Weitblick. Dort, wo Diskussionen geführt werden und der Weitblick vorhanden wäre, fehlt in der Auslegeordnung oftmals das vom Vorstoss gewollte Element – nämlich eine Vorstellung darüber, wie ein moderner Kanton Bern aussehen könnte. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion will einen modernen Kanton Bern mit leistungsfähigen Gemeinden, mit Gemeinden von einer Grösse, die eine qualitative Entwicklung ermöglicht. Diesbezüglich erinnere ich an die aktuelle Debatte über den Raumplanungsbericht. Mindestens in dieser Hinsicht haben wir alle hier ein gemeinsames Ziel, nämlich möglichst einen Entwicklungsspielraum für die Gemeinden zu schaffen. Allerdings gehen die Vorstellungen, wie

dieser zustande kommen könnte, auseinander. Aus unserer Sicht besteht die einzig richtige Stossrichtung darin, das Ganze aus der raumplanerischen Perspektive zu betrachten und damit genau die vom Vorstoss Müller anvisierte Grundlage zu schaffen. Deshalb unterstützen wir dieses Postulat einstimmig.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Bisher habe ich immer gemeint, denken koste nichts. Die EDU-Fraktion ist der Meinung, dass denken auch in dieser Frage erlaubt ist. Allerdings möchten wir für das Schaffen von Utopien und politisch undurchführbaren Vorhaben keine Ausgaben von bis zu 1 Mio. Franken auslösen. Wenn man ehrlich ist, sind die Regionalkonferenzen ohnehin eine Totgeburt. Wie es sich jetzt zeigt, sind sie nicht flächendeckend einführbar. Zudem weisen sie ein erhebliches Demokratiedefizit auf. In diesem Zusammenhang würde der Regierungsrat sowieso nicht darum herumkommen, sich Gedanken darüber zu machen, wie eine Regionalisierung erreicht werden kann, welche von der Bevölkerung getragen wird und auch demokratiepolitisch abgestützt ist. Es braucht denn auch den Willen des Kantons, den Regionen effektiv Kompetenzen zurückzugeben. Bis jetzt sind wir stets eines anderen belehrt worden. Wenn Sie mit solchen Zahlen kommen, werden Sie bei unserer Rand- und Landbevölkerung im Vornherein scheitern. Unsere Fraktion würde sich jedoch nicht vor Überlegungen verschliessen, wie sie übrigens auch Fritz Ruchti gestern gemacht hat. Allerdings muss sehr sorgfältig vorgegangen werden. Wir sind der Meinung, dass der Regierungsrat diese Aufgabe bereits im Zusammenhang mit den Regionalkonferenzen hat. Deshalb sollte mit den vorhandenen Personalressourcen gearbeitet werden können. Aus diesem Gründen lehnen wir das Postulat in der vorliegenden Form ab.

La présidente. Y-a-t-il encore un groupe? – M. Messerli, c'est à vous. Et après, nous passons aux interventions à titre personnel. Pour le PEV, M. Messerli, c'est à vous.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion unterstützt das Anliegen der beiden Postulanten mehrheitlich. Wenn wir die Strukturen des Kantons Bern für das 21. Jahrhundert fit machen wollen, sind neue Denkmodelle und Ansätze nötig. Es braucht Visionen, in welche Richtung es gehen könnte. Hierfür bedarf es zuerst einer sauberen Auslegeordnung. Stillstand bedeutet Rückschritt. Ein Denkverbot wie es SVP und BDP in diesem Fall wollen, ist aus unserer Sicht nicht sinnvoll. Die Welt hat sich verändert und sie verändert sich immer schneller. Stichworte dazu sind Mobilität, Siedlungsentwicklung, Spitalplanung, neue Kommunikationsformen usw. Weniger und grössere Gemeinden, die sich stärker nach den funktionalen Räumen ausrichten, würden den Vollzug der verschiedenen Aufgaben beispielsweise in den Bereichen Raumplanung, Sozialwesen, Spitalplanung und Verkehrsplanung einfacher und effizienter machen. Damit würde auch die Gemeindeautonomie gestärkt. Starke und leistungsfähige Gemeinde sind die Basis, wenn sich der Kanton strukturell und wirtschaftlich weiterentwickeln will und sein Ressourcenpotenzial verbessern soll. Die kleinräumige Struktur unseres Kantons ist eines der Haupthindernisse für eine erfolgreiche Entwicklung. Wir hoffen aber, dass die Erarbeitung eines Denkmodells nicht einfach ein Papiertiger bleibt, sondern praktikable Inputs bringen und auch Auswirkungen auf die künftigen Planungen und Strukturreformen haben wird. Ein Stichwort in diesem Zusammenhang ist die Zukunft der Regionalkonferenzen. Diesbezüglich haben wir seitens des Grossen Rates der Regierung einen Auftrag erteilt, die regionale Entwicklung und die regionalen Strukturen zu überdenken. In diesem Sinn erhoffen wir uns wirklich positive Inputs und sind auf die Resultate des Berichts gespannt.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich bin Einzelsprecher, nicht Fraktionssprecher. Ich möchte nicht in die Grabesreden zu den Regionalkonferenzen einstimmen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, diese Diskussion werden wir noch führen müssen. Wer hier bereits sagt, die Regionalkonferenzen seien des Teufels und würden im Kanton Bern nie flächendeckend eingeführt, sollte etwas abwarten. Darüber müssen wir doch noch einmal sprechen und zwar auch im Sinn der gestrigen Diskussion über die Raumplanung. Das Postulat von Philippe Müller befand sich am Anfang der Legislaturperiode auch auf meiner Vorstossliste; Philippe Müller hat es zum Glück schon geschrieben. Insofern bin ich froh, wenn andere auch gute Vorstösse schreiben. Jedenfalls halte ich dieses Postulat für einen Schritt in die richtige Richtung. In diese Richtung müssen wir wirklich gehen. Deshalb hoffe ich, dass viele von Ihnen das Postulat unterstützen werden. Wir müssen hier einen wichtigen Diskussionsanstoss geben. Es geht – wie von Philippe Müller erwähnt – darum, einen anderen Ansatz zu wählen und ein Gedankenexperiment zu machen. Liegt dieses einmal vor,

müsste auch die Verwaltung, das heisst, das AGR und die für Gemeindereformen zuständige Abteilung, moderierte Veranstaltungen durchführen, wie dies beispielsweise in den Regionen bei den Kulturkonferenzen gemacht und mit den Gemeindevertreterinnen und -vertretern diskutiert wurde

Zur Projektierung: Lars Guggisberg, Sie haben gesagt, das Erstellen eines solchen Berichts koste über 1 Mio. Franken. Demgegenüber haben wir für ein einziges Gebäude in Münchenbuchsee einen Projektierungskredit von 1,6 Mio. Franken einstellt. Hier sprechen wir aber über die Strukturen des Kantons Bern, die wir allenfalls neu überdenken möchten. Insofern dürften 1 Mio. Franken noch tragbar sein. Die von Philippe Müller aufgebrachte Idee muss nicht in einem separaten Bericht präsentiert werden. In der Januarsession haben wir hier eine Planungserklärung verabschiedet, die im Rahmen der Überprüfung der SARZ und unserer Strukturen im Kanton Bern eine breite Auslegeordnung machen möchte. Darin kann – vom AGR selber – ein Kapitel hinzugefügt werden, wie es aussehen könnte. Auf dieser Grundlage könnte dann anschliessend mit den Gemeindevertreterinnen und -vertretern in den Regionen diskutiert werden. Wenn mir ein Gemeindepräsident einer kleinen Gemeinden sagt, er habe den Eindruck, dass grössere Gemeinden, die Zentrumsfunktionen übernehmen sollten, Hemmungen hätten, dieses Thema anzustossen, dann muss ich ihm Recht geben. Seitens des Gemeinderats von Huttwil würden wir eine solche Diskussion niemals von uns aus anstossen. Wenn eine kleinere Gemeinde auf uns zukommt, sind wir jederzeit gesprächsbereit. Der erwähnte Gemeindepräsident, der eine kleine Gemeinde vertritt, fand aber, dass etwas passieren sollte. Dazu, also um die Diskussion anzustossen, ist das Postulat von Philippe Müller genau richtig. Aus diesem Grund bitte ich Sie, dieses anzunehmen.

La présidente. Nous continuons avec les intervenants à titre personnel, vous avez trois minutes je vous rappelle. Mme Marti c'est à vous.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich bin selbstverständlich auch für die Annahme dieses Postulats. Diesen Bericht zu erstellen, halte ich für sehr wichtig. Ich bin auch froh darüber, dass die Regierung zur Umsetzung bereit ist und es viele Fraktionen und Personen in diesem Saal unterstützen. Dennoch bin ich ein Stück weit irritiert. Sich dieser Aufgabe anzunehmen, erachte ich eigentlich als Selbstverständlichkeit für eine Regierung. Es ist doch eine ureigene Aufgabe der Regierung, sich um genau solche Fragen zu kümmern wie um die Entwicklung des Kantons sowie um dessen Zukunft und Gestaltung. Dies ist angesichts von Veränderungen auch dringend nötig, weshalb man sich auch darum kümmern muss. Eigentlich müsste es gar nicht nötig sein, dafür einen Vorstoss einzureichen. Die Regierung müsste sich dieser Aufgabe von sich aus annehmen. Ebenfalls irritiert mich, dass die Regierung den Vorstoss zwar befürwortet, während sie defensiv die hohen Kosten ins Feld führt. Eine solche Studie kostet nicht derart viel, umso mehr als bereits viele gute Grundlagen von Baugesetz und Richtplänen vorhanden sind. Ausserdem darf eine entsprechende Studie auch etwas kosten. Der Kanton gibt zulasten des normalen Budgets laufend etliche Studien und aufwändige Arbeiten in Auftrag. Insofern kann hier nicht im Vordergrund stehen, dass die Kosten für eine derart wichtige Aufgabe ein Problem sein sollten. Dieses Argument darf nicht in den Vordergrund gerückt werden. Das kann es nicht sein! Ich bitte alle, die mit den Kosten argumentieren, wirklich das Ziel in den Vordergrund zu stellen. Ich bitte aber auch die Regierung, die Kosten nicht in den Vordergrund zu stellen, zumal man sicher einen Teil aus dem laufenden Budget nehmen kann. Ausserdem kann mit bereits bestehenden Daten gearbeitet werden. Wie gesagt unterstütze ich das Anliegen dieses Postulats vehement, und ich bitte Sie alle, dies ebenso zu tun.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Weshalb äussert sich nochmals ein Einzelsprecher zu diesem «Postulätlä»? Er tut dies, weil er es wichtig findet. Kennen Sie den Unterschied zwischen Oberbalm und Mittelhäusern? Diese Dörfer liegen nebeneinander Richtung Schwarzwassergraben. In Mittelhäusern wohne ich selber; Oberbalm ist die Nachbargemeinde. Beide haben etwa 1000 Einwohner, eine Schule, einen kleinen Laden und eine Beiz – zum Glück! Oberbalm hätte sogar noch eine Kirche, während sich unsere in Niederscherli befindet. Worin besteht der grosse Unterschied zwischen diesen zwei Dörfern? Das eine Dorf – nämlich Mittelhäusern – gehört zur Gemeinde Köniz; es hat keine Probleme, verfügt über eine hervorragende Musikschule und eine ebensolche Raumplanung. Das andere Dorf – Oberbalm – hat hingegen, weil es eigenständig ist, ein paar Probleme. Beispielsweise ist man dort nicht mehr unbedingt fähig, den Sozialdienst selber

zu führen; dieser wird von der Gemeinde Köniz geführt. Auch bei der Spitex hat Oberbalm Mühe; diese Aufgabe wird ebenfalls von Köniz gemeinsam mit Oberbalm übernommen. Auch bei der KiTa helfen wir mit. Jetzt kommt noch das Tüpfelchen auf i: In Zukunft hat Oberbalm sogar mit der Wasserversorgung Probleme. Köniz hat sich bereit erklärt, Oberbalm auch dabei zu helfen. Wo liegt nun das Problem? Meine Damen und Herren, lieber Gemeindedirektor, es liegt im FILAG. Dieses zementiert solche Strukturen. Im Kanton Bern bedarf es eindeutig neuer Anreize, damit es interessant wird, sich zusammenzuschliessen. Der Kanton Tessin macht es uns vor. Die Zusammenarbeit in Ehren: Es braucht aber immer noch eine Gemeinde Köniz, die hilft. Erstaunlicherweise ist die Könizer Bevölkerung bereit dazu. Plötzlich ist es vielleicht einmal mit dieser Hilfsbereitschaft zu Ende, sodass man die Anreize des Kantons bräuchte. Ich möchte festhalten, dass kein Grundrecht auf Selbstständigkeit oder – provokativ ausgedrückt – ein «Horrenbach-Buchen-Grundrecht» auf Selbstständigkeit besteht, sodass der Kanton solchen Gemeinden via FILAG mehr bezahlt als sie Einnahmen haben. Zu Zeiten von «Fifty Shades of Grey» braucht es seitens des Gemeindedirektors etwas mehr Zuckerbrot, aber auch mehr Peitsche. (*Hilarité*)

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Im September 2012 hatte ich eine Motion eingereicht, welche einen Bericht verlangte, der unter anderen hätte aufzeigen sollen, wie der Kanton Bern mit bis zu 50 Gemeinden aussehen könnte. Ich fand denn auch Mitunterzeichner für diese Motion – nun müssen Sie gut zuhören – von Seiten der EVP, der glp, der Grünen und sogar von Seiten der BDP. Leider fand ich seitens der FDP niemanden, der den Vorstoss mitunterzeichnen wollte, wobei ich damals auch Philippe Müller angefragt hatte. Ich musste diese Motion gestern vor genau zwei Jahren zurückziehen, weil sie im Grossen Rat abgelehnt worden wäre. Ich sehe grosse Vorteile in einem Kanton Bern mit einer grossräumigen Struktur. Dies, weil die Kompetenzen an die grösseren, professionelleren und stärkeren Gemeinden zurückdelegiert und damit wieder näher zum Volk gebracht werden könnten. Aus diesem Grund bin ich froh über den Gesinnungswandel der FDP. Natürlich unterstütze ich das Anliegen nach wie vor mit voller Überzeugung, selbst wenn der Vorstoss nun aus einer anderen Küche kommt. Das Resultat der Prüfung eines solchen Postulats muss meines Erachtens klar in einen Bericht zuhanden des Grossen Rats münden. Ich wäre froh, wenn der Postulant dies noch erwähnen könnte. So wäre klar, in welcher Form das Resultat ausfallen müsste, womit auch die Frage von Lars Guggisberg, wie es danach weitergeht, beantwortet wäre. Seien wir ehrlich: Sämtliches Denken im Kanton ist nicht gratis zu haben. Jeder Bericht, jede Idee, die weiterverfolgt wird, bedingt Verwaltungspersonal, das daran arbeitet und etwas kostet. Würden wir diese Vollkostenrechnung bei jeder Idee anstellen, die wir hier genauer prüfen, würden wir wohl staunen, wie viele unserer Ideen ebenfalls etwas kosten. Ich möchte Sie bitten, mutig zu sein und einen Schritt vorwärts zu machen, anstatt ein Denkverbot zu erlassen. Es geht darum, einen Bericht erarbeiten zu lassen, damit wir über etwas Konkretes diskutieren können, bevor wir alle den Rollladen herunterlassen und uns selber ein Denkverbot auferlegen. Ich bin froh, wenn eine Prüfung erfolgt und hoffe stark, dass das Postulat angenommen wird. Ich bitte Sie um tatkräftige Unterstützung, indem Sie bei der Abstimmung das richtige Knöpfchen drücken.

La présidente. Dans trente secondes je clos la liste des intervenants à titre personnel, alors je prierais ceux qui veulent s'annoncer encore de s'annoncer. M. Freudiger de l'UDC, c'est à vous.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Wenn ein Vorstoss den Unterzeichner-Titel «Philippe Müller» trägt, ist dies für mich fast schon eine Garantie, dass man diesen unterstützen kann. Hier habe ich doch einige Fragezeichen. Wir haben heute etwas mehr als 350 Gemeinden im Kanton Bern. Der Postulant möchte deren Anzahl auf weniger als auf 50 senken. Dies bedeutet, dass sechs von sieben Gemeinden von der Landkarte verschwinden müssten. Ich wehre mich sicher nicht gegen Postulate, die etwas weiterdenken und neues Terrain erschliessen wollen; ich will keine Denkverbote. Die ausgedehnte Diskussion zeigt ja relativ gut, dass eine Mehrheit des Grossen Rats auch keine Denkverbote will. Es wird denn auch gesagt, man solle diesen Bericht erarbeiten lassen, damit man danach entscheiden könne.

Meine Damen und Herren, was ist denn, wenn der Bericht vorliegt und sagt, wie weiter vorgegangen werden soll, um eine Reduktion auf 50 Gemeinden vorzunehmen? Das Beispiel Landshut mit der abgelehnten Grossfusion zeigt, dass sich die Begeisterung der Bevölkerung für Grossfusionen – höflich gesagt – in Grenzen hält. Denken Sie, dass Sie dann mit freiwilligen Massnahmen von 350 auf 50 Gemeinden reduzieren können? Das wird mit Sicherheit nicht der Fall

sein. Es wird Zwangsfusionen brauchen und zwar in erheblichem Ausmass. Der Grosse Rat – ich war damals noch nicht Mitglied – hat bei der Einführung des Instruments der Zwangsfusionen beschlossen, dass dessen Anwendung die absolute Ausnahme bleiben muss. Wenn wir dieses Postulat einmal umsetzen möchten, werden Zwangsfusionen keine Ausnahme mehr bleiben. Meine Damen und Herren, wollen wir das? Ich möchte es jedenfalls nicht. Das Recht auf Selbstständigkeit, Herr Grossrat Brönnimann, ist nicht irgendwo in einem Leitfaden der kantonalen Verwaltung erwähnt, dieses steht in Artikel 108 Absatz 1 der Kantonsverfassung (KV). Ich zitiere: «Bestand, Gebiet und Vermögen der Gemeinden sind gewährleistet.» Dies ist unsere Leitlinie, an welche wir uns halten sollten. Das sollten wir uns auch vor Augen halten, wenn wir über dieses Postulat befinden.

Vielleicht noch ein Hinweis: Bei der praktischen Umsetzung dieses Postulats und der Reduktion auf 50 Gemeinden hätte eine Gemeinde im Kanton Bern im Durchschnitt 20 000 Einwohner. Dies bedeutet, dass wir dann alle Probleme im ganzen Kanton hätten, wie sie heute grössere Gemeinden haben. Der fehlende direkte Kontakt mit den Gemeinderäten müsste durch Ombudsstellen und die fehlende soziale Kontrolle zum Beispiel in der Sozialhilfe müsste durch Sozialdetektive ersetzt werden. So wird der Kanton Bern nicht effizienter. Ich bitte Sie, dieses Postulat abzulehnen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Immer alles grösser zu machen, ist eine Zeiterscheinung, die für mich nicht erstrebenswert ist. Es ist eine Verdrängung, die grossen Probleme zu lösen. Mehr Zentralisierung führt zu mehr Anonymität, Gleichgültigkeit und schlussendlich zu höheren Sozialkosten. (*La présidente agite sa cloche.*) Für mich ist dieses Postulat nicht zu Ende gedacht, es ist keine Vision, die die grossen menschlichen Probleme löst.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Es gibt viele Gemeinden im Kanton Bern, die relativ schwach aufgestellt sind. Dies ist als Diagnose eine Tatsache. Die Gemeindeautonomie wird laufend ausgehöhlt. Wir haben das Beispiel des Gesetzes über den Kindes- und Erwachsenenschutz (KESG), mit dem man den Gemeinden ihr eigenständiges Handeln weggenommen und den Vormundschaftsbereich kantonalisiert hat. Es werden auch weitere Aufgaben laufend von den Gemeinden zum Kanton verschoben. Dies, weil die meisten Gemeinden aufgrund ihrer Struktur und Grösse nicht mehr in der Lage sind, die entsprechenden Probleme zu lösen. Aus diesem Grund bin ich der Meinung, dass 50 Gemeinden genug sind und der Kanton Bern eine Reformation braucht; zwar nicht in kirchlich-religiöser Hinsicht, aber in der Frage seiner Gemeindestrukturen. Es gibt Beispiele, die aufzeigen, dass auch grosse Gemeinden durchaus mit sehr unterschiedlichen, dörflichen und städtischen Strukturen für ihre Bevölkerung ein Raum sind, in dem sich ihre Bevölkerung wohlfühlen und identifizieren kann. Es sind Gemeinden, deren Vielfalt ihre Identität ausmacht. Aus diesem Grund unterstütze ich diesen Vorstoss ausdrücklich. Ich würde sogar sagen im Sinne von «Ich habe einen Traum». Dies, weil ich möchte, dass die Berner Bevölkerung in den nächsten fünf Jahren über die Grundsatzfrage abstimmen kann, ob eine Gemeindestruktur mit 50 Gemeinden ausreicht und dadurch auch die Gemeindeautonomie massiv gestärkt wird. Es gäbe es auch zahlreiche positive Nebeneffekte, so könnten wir zum Beispiel die Lastenverteilung nach Sozialhilfegesetz (SHG) deutlich vereinfachen. Zudem könnten wir die Aufgaben der Regionalkonferenzen reduzieren oder einfrieren. Bei den Regionalkonferenzen gelangt man oft zum Eindruck, mit diesen sei eine vierte Staatsebene entstanden. Mit grossen schlagkräftigen Gemeinden hätten wir eine Situation, die die direkte Mitsprache der Bevölkerung besser gewährleisten würde. Ich bin der Auffassung, der Regierungsrat gehe dieses Thema in seinen Richtlinien viel zu zaghaft an und verpasst damit eine grosse Chance. Deshalb finde ich es gut, wenn der Fingerzeig seitens des Grossen Rats kommt. In diesem Sinn bitte ich Sie, diesen Vorstoss zu unterstützen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Lorsque j'ai vu que sur la longue liste des intervenants, il n'y avait aucun nom francophone, je me suis dit qu'il fallait absolument dire quelques mots au sujet de cette proposition. Je voudrais ici être représentatif d'un certain esprit progressiste qui prévaut dans le Jura bernois au sujet des fusions de communes. Cette proposition de réflexion est futuriste, et je pense qu'il faut en voir les avantages à long terme. Il est évident que de plus en plus de communes, de petites communes, ne sont plus capables de remplir elles-mêmes certaines tâches publiques. J'ai trouvé intéressant dans ce postulat que, en plus de l'idée de réfléchir à un canton qui compterait moins de cinquante communes, on invite à une réflexion plus globale sur la répartition des tâches

entre le canton et les communes, une réflexion sur les structures administratives du canton, sur les cercles électoraux, sur le bien-fondé des préfectures, sur le bien-fondé des conférences régionales, et je pense aussi plus largement qu'il faudrait réfléchir à la péréquation financière et à la compensation des charges. Il faut savoir aujourd'hui si l'on veut se donner la possibilité de donner au canton de Berne la chance d'être un canton moderniste et adapté aux défis d'aujourd'hui et aux défis de demain. Bien sûr, tout cela aura un coût, mais je pense qu'il faut voir ceci comme un investissement pour les générations futures.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Je remercie mon collègue Gsteiger de me considérer comme un Alémanique. Pour lui donner raison je vais donc m'exprimer en allemand. Als Gemeindepräsident einer Gemeinde im Berner Jura mit weniger als 1000 Einwohnern fühle ich mich von der heutigen Debatte sehr betroffen. Ich habe das Gefühl, in einer Gemeinde zu leben, die ihre Hausaufgaben nicht macht, finanziell nicht verlässlich ist und deshalb in einem grossen Ensemble verschwinden sollte. Das verletzt mich eigentlich. Unsere Gemeinde macht ihre Hausaufgaben. Wo nötig pflegt sie eine gute Zusammenarbeit und sie ist fähig, die öffentlichen, notwendigen Leistungen zu erfüllen. Immer wird gebetsmühlenartig gesagt, grosse Ensembles, bessere, grössere zentrale Strukturen seien wunderbar. Das stimmt nicht! Ich habe noch nie eine grossräumige Gemeindefusion gesehen, die letztendlich eine grosse wenn überhaupt eine Einsparung auf finanzieller Ebene mit sich gebracht hat. Man verlagert die Probleme etwas. Wären die grösseren Gemeinden wesentlich billiger und effizienter als die kleineren, würde man es sehen. Dann hätten alle grösseren Gemeinden im Kanton Bern wesentlich tiefere Steuern als sämtliche kleineren, was bei Weitem nicht der Fall ist.

Man sagt auch, man solle endlich den Mut haben, eine Vision zu entwickeln bzw. eine solche mindestens in einem Bericht festhalten. Was beinhaltet diese Vision? Wir befinden uns hier in der Politik. Die Politik ist die Kunst des Möglichen. Haben Sie wirklich das Gefühl, dass ein solches Vorhaben – es ginge um 50 Gemeinden in diesem Kanton mit durchschnittlich 20 000 Einwohnern wie von Patrick Freudiger erwähnt – die geringste Chance vor dem Volk hätte? Ein solches Vorhaben hätte nicht die geringste Chance in diesem Kanton! Wir müssen bzw. können es uns nicht leisten, Hunderttausende von Franken in einen Bericht zu stecken, der eigentlich keine Chance vor dem Volk hat. Deshalb bin ich entschieden gegen diese Motion. Je vais terminer par un bon mot: quand on parle de vision, si quelqu'un a des visions, il faut plutôt consulter un médecin, comme l'avait dit une grande personnalité.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich erinnere mich gut daran, als wir hier über die Bezirksreform abgestimmt haben. Diese kam damals mit dem Stichentscheid des Präsidenten zustande. Nachdem damals über die Verwaltungskreise entschieden wurde, haben wir heute eine Kulturkonferenz, eine regionale Verkehrskonferenz mit unterschiedlichen Strukturen, aber auch mit unterschiedlichen Perimetern. Man könnte sich einmal mehr fragen, wie man dies zusammenbringt. Wenn man bereits an den Fusionen in den kleinen Gemeinden sieht – auch Horrenbach und Buchen gehörten einmal dazu, als man zehn Talgemeinden fusionieren wollte, was nicht zustande kam –, ist eigentlich die Topografie entscheidend. Über einen Graben hinaus zu fusionieren, hat nicht geklappt, weil dieser anscheinend zu tief war und sich die Leute nicht einig darüber waren, was sich dann links und was rechts befindet. Angesichts dessen sollten wir vielleicht etwas anderes ins Auge fassen – und dies meine ich nicht ganz ernst: Wenn es im Kleinen nicht funktioniert, müssten wir wohl einen Vorschlag über die Kantonsverfassung machen. Stellen Sie sich einmal vor, wir machen analog den Verwaltungskreisen Gemeinden. Somit hätten wir noch zehn Gemeinden im Kanton. Für den einen oder anderen wäre dies etwas verrückt, beispielsweise für einen Niedersimmentaler, zumal die Hauptorte gegeben wären. Irgendwann müssten Sie sich entscheiden, ob Sie ein Frutiger oder ein Niedersimmentaler sein wollen. Frutiger sein möchte man wahrscheinlich nicht, weil Spiez viel mehr Gewicht hat. Dies wäre aus meiner Sicht auch eine Option. Wir werden wohl noch abwarten müssen, bis unsere Nach-Nachkommen in diesem Saal darüber befinden.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Patrick Bhend hat bereits darauf hingewiesen, dass wir vor genau zwei Jahren einen ebensolchen Vorstoss gehabt haben. Ich habe diesen damals auch miteingereicht. Der Unterschied zwischen diesem und dem hier vorliegenden Vorstoss besteht primär darin, dass unser Vorstoss viel differenzierter, durchgedachter und viel weniger forsch war. So sah unser Vorstoss vor, dass drei Szenarien angedacht werden sollten: das erste mit

50 Gemeinden, das zweite mit 50 bis 100 Gemeinden und das dritte eine klare Reduktion gegenüber des heutigen Zustands. Wir mussten diese Motion zurückziehen, namentlich weil uns die FDP nicht unterstützt hatte. Auch die Regierung wollte nicht darauf eingehen, wobei gesagt wurde, die Fusionsstrategie des Kantons sei gut und das Ausdenken solcher Szenarien würde etwas kosten. Insofern bin ich doch etwas verwirrt, weil nun eine solche Wahlrakete auf dem Tisch liegt, die viel weniger differenziert und durchgedacht ist und ausgerechnet aus jener Ecke kommt, die unsere Motion damals nicht unterstützt hatte. Angesichts dessen möchte ich gerne vom Postulant erfahren, was seinen Gesinnungswandel beeinflusst hat, ob es noch etwas anderes ist als der bevorstehende Oktober, und was dafür spricht, mit einem derart krassen Szenario ins Gefecht zu steigen, nachdem man vor zwei Jahren ein differenziertes und weniger forsches Vorgehen nicht unterstützen wollte. Aus meiner Sicht hat dieser Vorstoss auch die falsche Form. Erteilt man einen Auftrag, handelt es sich eigentlich um eine Motion. Einen Auftrag zu erteilen, bedeutet, dass es dann auch so gemacht wird. Diese Frage möchte ich an Regierungsrat Neuhaus richten. Mich interessiert, was er mit einem Postulat tut, zumal dieses bedeutet, dass er etwas prüfen muss. Das bedeutet nicht, einen Bericht schreiben zu müssen. Zudem würde ich gerne erfahren, was die Regierung bei einer allfälligen Überweisung dieses Postulats zu tun gedenkt, was geprüft werden soll und worin allenfalls das weitere Vorgehen bestünde.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Weil ich verschiedentlich angesprochen wurde, erlaube ich mir, nochmals kurz etwas zu sagen. Philippe Müller, ich weiss nicht, ob Sie reiten. Jedenfalls zäumen Sie das Pferd von hinten auf – wie viele andere hier auch. Wenn man behauptet, es gehe bei diesem Vorstoss überhaupt nicht um Fusionen und überhaupt nicht um Zwang, ist dies einfach nicht ehrlich. Noch ein Wort zur Bürokratie: Die FDP hat vor einigen Jahren versucht, eine Bürokratie-Stopp-Initiative zu lancieren, welche leider – und das meine ich ehrlich – nicht zustande kam. Dies hier ist nun wirklich ein Paradebeispiel für unnötige Bürokratie. Deshalb bitte ich doch einige aus der FDP, wenigstens ein Zeichen in diese Richtung zu setzen und das Postulat, wenngleich es aus ihren Reihen kommt, abzulehnen.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Je ne vous le cache pas, cela fait une heure vingt minutes que l'on parle de ce sujet et, comme vous l'avez peut-être remarqué, j'ai fait exprès d'être le dernier. Moi, maintenant, je vais renoncer à tous mes arguments et au texte que j'ai préparé, mais on va ensemble faire un exercice, comme dans le sport. Je viens du sport, vous le savez. Les descendeurs, les slalomeurs, les curlers, avant de prendre une décision finale, ils font un exercice de visualisation. Alors avec moi, vous allez faire cet exercice: vous allez maintenant fermer les yeux. Augen zu, bitte. Ueberlegen Sie: à quoi pourrait ressembler mon canton en 2020 ou en 2030. – Avez-vous vu quelque chose? Alors, vous pouvez soutenir le postulat visionnaire. Si vous n'avez rien vu, vous votez non, merci. (*Hilarité, applaudissements*)

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Liebe Grossrätinnen und Grossräte. Es geht um ein Postulat, zu dessen Annahme der Regierungsrat bereit ist. Angesichts dessen haben Sie mich ziemlich überrascht, indem Sie eine Stunde und 20 Minuten darüber diskutiert haben. Ich habe den Eindruck erhalten, dass relativ viele Ängste vorhanden sind. Ich kann Sie beruhigen – «Fifty Shades of Grey» hin oder her: Wir haben nicht vor, mit Ihnen in eine Folterkammer hinabzusteigen! Gehen wir vorwärts, muss ich zuerst eine Lanze für die Regionalkonferenzen brechen. Diese haben eine demokratische Legitimation. Wählen Sie die falsche Gemeindepräsidentin oder den falschen Gemeindepräsidenten, kann dies problematisch sein. Allerdings ist dies nicht das Problem der Regionalkonferenz, sondern der Gemeinde, welche eine solche Person delegiert. Spricht man im Gemeinderat nicht darüber, was man als Gemeinde tun will, muss man entsprechend vor Ort dafür besorgt sein. Wir verfügen über eine Abstützung und über verschiedenste Instrumente, mit welchen man sich in der Regionalkonferenz einbringen kann. Wenn jemand sagt, es handle sich um eine Totgeburt, muss ich entgegenen, dass diese sehr wohl lebt! Wir haben dieser Tage gerade einen Antrag aus dem Entwicklungsraum Thun (ERT) zuhanden des Regierungsrats erhalten, wonach man eine Regionalkonferenz möchte. Besonders weil die Gemeindelandschaft im Kanton Bern noch dermassen kleinräumig ist, braucht es die Regionalkonferenzen. Seit 2014 haben weniger als jede zweite Gemeinde unter 1000 Einwohner. Dennoch gibt es immer noch rund 150 sehr kleine Gemeinden.

Worum geht es bei diesem Bericht? Es geht um Grundlagenarbeit. Entsprechendes Denken ist leider Gottes nicht gratis, bedarf es hierfür nämlich fundierter Abklärungen und Arbeiten. Eine seriöse Abklärung verursacht Aufwand, wenngleich wir über gewisse Grundlagen verfügen. Sie werden aber wieder damit befasst werden. Grossrat Ruedi Löffel hat gefragt, wie dies angedacht sei. Seitens des Amtes für Gemeinden und Raumordnung (AGR) haben wir kein Geld im Budget. Es ist zwar vorgesehen, eine Projektskizze mit Varianten zu erstellen. Sie sind Herr oder Herrin über das Budget 2016. Sie werden wieder damit befasst werden und entscheiden können, wie viel Geld bzw. welchen Umfang das Ganze erhalten soll. Mit Sicherheit vertieft abgeklärt werden müssten die Konsequenzen auf das Gesetz über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG), auf die zentrale Verwaltung sowie auf die Regionalkonferenzen. Weiter müsste man auch ein paar Worte über das Gemeindefusionsgesetz, die Raumplanung usw. verlieren. Wie Sie wissen, arbeitet die JGK günstig. Gratis geht es trotzdem nicht. Ich kann Ihnen Folgendes mit auf den Weg geben: Rechnen wir pro Tag – und heute gibt der Kanton Bern 27,5 Mio. Franken aus – haben wir in der guten Stunde, während der wir diskutiert haben, schon rund 1,5 Mio. Franken ausgegeben. Damit könnte bereits ein recht feudaler Bericht erstellt werden! Zu den Fusionen selber: Wenn der Kanton Tessin 100 Mio. Franken dafür ausgibt, der Kanton Bern hingegen nur ein paar Millionen, ist klar, dass die Anreize viel grösser sind. Dennoch möchte ich die Diskussion rund um die Fusionen, die Raumplanung sowie um unseren schönen Kanton Bern nicht verlängern. Wie vom Regierungsrat harmlos beabsichtigt, bitte ich Sie: Nehmen Sie das Postulat an, damit wir weiterarbeiten können!

Philippe Müller, Berne (PLR). Lieber Ruedi Löffel, Sie haben gesagt, dass Ihr damaliger Vorstoss einen anderen Inhalt gehabt hat und Sie ihn als besser erachten. Welches die Meinung des Parlaments ist, werden wir gleich sehen. Ich möchte noch kurz auf ein paar Begriffe eingehen. Unter anderem war von «Holzhammer-Methode» die Rede. Liebe Kolleginnen und Kollegen, hier geht es um einen Bericht, nicht um einen Beschluss über eine Neugliederung des Kantons, sondern lediglich um einen Bericht. Wenn die jetzigen Strukturen durchwegs gut sind, wird der Bericht dies bestätigen. Wenn in Cortébert alles gut läuft, wird der Bericht auch dies bestätigen. Insofern verstehe ich nicht, weshalb man Angst davor hat. Möglicherweise dient der Bericht auch dazu, gewisse Ängste auszuräumen. Vielleicht wird er aufzeigen, dass es nicht 50, sondern 150 Gemeinden sein müssen. Das werden wir sehen. Für mich ist sicher, dass eine Umsetzung nicht zu mehr Zentralisierung führen würde, sondern zu weniger, weil die Gemeinden dadurch wieder mehr Gewicht erhielten. Es handelt sich auch nicht um einen Beschluss über die Ausgaben, über welche spekuliert wurde. Diesen Entscheid werden Sie noch fällen, aber erst, wenn Sie konkrete Zahlen vor sich liegen haben und keine Spekulationen. Wie Sie sehen, handelt es sich um ein sehr behutsames Vorgehen. Deshalb bitte ich Sie, dem Postulat im Hinblick auf den erwähnten Bericht zuzustimmen.

La présidente. Est-ce que M. le directeur aimerait reprendre la parole? Ce n'est pas le cas, alors nous passons au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 85

Non 58

Abstentions 9

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous prenons congé de M. le directeur de la justice. M. Neuhaus, je vous souhaite une bonne journée.